

OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Budget principal et supplémentaire (A) des dépenses 2011-2012

13 juin 2011

Points saillants

- On trouvera ci-après les points saillants du Budget principal et supplémentaire des dépenses 2011-2012 qui pourraient mériter que les parlementaires s’y attardent en raison de leur importance budgétaire ou du risque financier qu’ils présentent.
- Le directeur parlementaire du budget (DPB) compare les autorisations de dépenses **totales** des exercices précédents aux prévisions de dépenses figurant dans le Budget principal des dépenses courant pour déterminer :
 - les secteurs où les dépenses augmentent ou diminuent le plus en valeur absolue (\$);
 - les secteurs où les dépenses augmentent ou diminuent le plus en pourcentage (%).
- Le gel sur les dépenses de programmes prévu au budget de 2010 a pour but de réaliser des économies de l’ordre de 1,8 milliard de dollars annuellement sur une base récurrente.
- Nonobstant ce gel, le gouvernement tente également de trouver d’autres autorisations de dépenses pour les dépenses de personnel et des services internes, entres autres. Étant donné la différence notable dans les orientations visant le gel des dépenses dans le budget de 2010 et les autorisations de dépenses demandées dans le budget actuel, les parlementaires pourraient vouloir obtenir plus de renseignements en ce qui concerne la stratégie et les moyens envisagés afin d’atteindre les réductions proposées et leurs impacts dans chacun des ministères.
 - D’après le rapport sur les plans et les priorités de 2011-2012, les ministères et agences seront collectivement responsables, au courant des trois prochaines années, de réduire de 6 000 le nombre de postes qu’ils possèdent, pour atteindre 365 000 postes d’ici 2013-2014.
 - Une réduction de 6 000 équivalences temps plein (ETP) permettrait d’aller chercher près du tiers de l’objectif de 1,8 milliard de dollars.
- Pour aider les parlementaires à faire le suivi des résultats des mesures d’austérité, le présent document identifie également les tendances des dépenses au titre des services internes et du personnel.
- Conformément au mandat du DPB d’analyser la planification financière du gouvernement, la base de données de suivi intégrée sera mise à jour avec les données du budget de 2011-2012 la semaine du 20 juin 2011. Elle sera, disponible électroniquement sur notre site Web (www.pbo-dpb.gc.ca) pour tous les parlementaires et, pour la première fois, pour toute la population du Canada.

Document préparé par Jason Jacques*

*L’auteur tient à remercier Darren Roberts pour son aide à la recherche. Pour de plus amples informations, prière de communiquer avec Jason Jacques (courriel : jason.jacques@parl.gc.ca).

1. Contexte

La loi confie au DPB le mandat de produire des travaux de recherche et d'analyse sur les prévisions budgétaires du gouvernement¹. À cet égard, le DPB a pris l'habitude d'étudier le budget des dépenses et de signaler les mesures budgétaires envisagées qui méritent d'être examinées de plus près par les parlementaires, notamment :

- les modifications des crédits qui ont d'importantes répercussions sur le déficit ou l'excédent budgétaire;
- les augmentations de crédit substantielles en comparaison du statu quo.

Par ailleurs, dans le contexte de ses travaux d'analyse des résultats des mesures d'austérité annoncées par le gouvernement dans le budget de 2010, le DPB a aussi compilé des données sommaires sur les fonctions administratives du gouvernement et sur ses frais généraux.

Le DPB actualisera cette analyse en fonction des autorisations additionnelles qui figureront éventuellement dans les budgets supplémentaires de 2011-2012.

2. Tendances notables

(i) Changements les plus importants en valeur absolue

Le tableau 1 (annexe A) dégage les dix crédits qui présentent la plus forte variation des dépenses par rapport aux autorisations de dépenses de 2010-2011².

Les frais de service de la dette présentent la plus forte augmentation, à savoir une hausse de

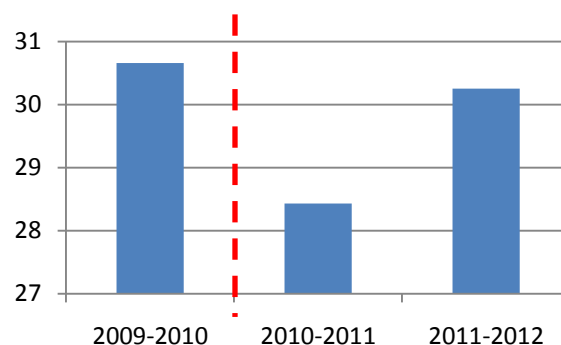
1,8 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent (figure 2-1).

En 2010, le gouvernement a modifié la méthode comptable sur laquelle repose le calcul des frais de service de la dette présentés dans les documents budgétaires. Comme les chiffres historiques n'ont pas été redressés en conséquence, il est impossible d'établir des comparaisons avec les données antérieures à 2010-2011³.

Figure 2-1

Autorisations de dépenses fédérales au titre du service de la dette

Milliards de dollars



Source : Budget principal et budgets supplémentaires des dépenses, 2009-2010 à 2011-2012.

Le Plan d'action économique tirant à sa fin, il n'est pas surprenant que la plus forte baisse des dépenses prévues concerne les contributions d'Infrastructure Canada (2,6 milliards de dollars).

(ii) Changements les plus importants en pourcentage

Le tableau 2 (annexe B) présente les dix variations de crédits les plus fortes en pourcentage par rapport aux autorisations de dépenses totales de 2010-2011⁴.

¹ <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-1/page-45.html>, consulté en juin 2011.

² La variation en valeur est la différence entre les dépenses annuelles prévues dans le Budget principal et supplémentaire des dépenses 2011-2012 et les autorisations de dépenses totales accordées durant l'exercice précédent (2010-2011–Budget principal et budgets supplémentaires).

³ <http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20102011/sups/B/docs/index-fra.pdf>, page 12, consulté en juin 2011.

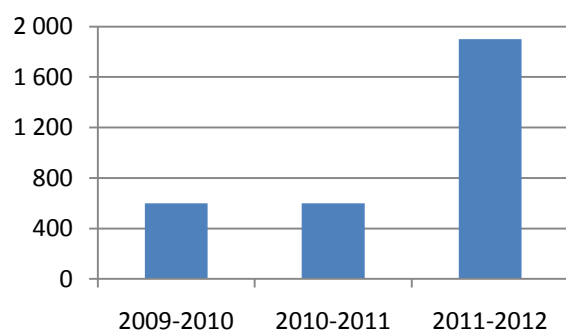
⁴ L'augmentation en pourcentage est le rapport des dépenses annuelles proposées dans le Budget principal et

La plus forte augmentation en pourcentage concerne la réserve du Secrétariat du Conseil du Trésor pour les prestations des employés, qui présente une augmentation de 217 % par rapport à l'exercice précédent (figure 2-2) en vertu des versements prévus relatifs aux indemnités de départ.

La plus forte diminution touche les paiements à Énergie atomique du Canada limitée au titre des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital (85 %).

Figure 2-2
Besoin en matière de rémunération du Secrétariat du Conseil du Trésor

Millions de dollars



Source : Budget principal et budgets supplémentaires des dépenses, 2009-2010 à 2011-2012.

(iii) Coûts des services internes

Le gouvernement s'est engagé à effectuer un examen complet du coût de ses services administratifs dans le budget de 2010 et celui de 2011⁵.

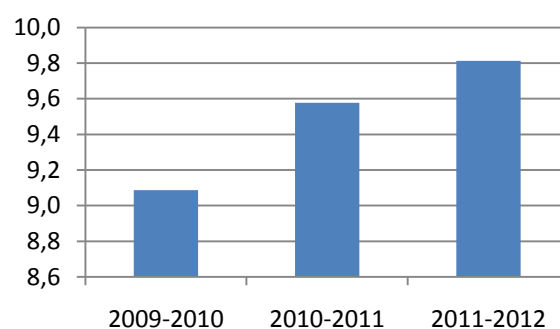
Le Budget des dépenses présente des chiffres détaillés sur les dépenses au titre des *Services internes*, lesquels répondent aux besoins des

programmes et aux autres besoins généraux des organisations, ce qui comprend les services suivants : communications, ressources humaines, technologies de l'information et gestion financière⁶.

Comme on le voit à la figure 2-3, il est prévu que les frais généraux augmenteront de 235 millions de dollars, soit 2 % de plus par rapport à 2010-2011, pour passer à plus de 9,8 milliards de dollars en 2011-2012.

Figure 2-3
Budget des services internes

Milliards de dollars



Source : Budget principal des dépenses, 2009-2010 à 2011-2012.

(iv) Dépenses de personnel et dépenses en capital

Le tableau 3 (annexe C) présente les dépenses prévues par article courant dans le Budget principal et supplémentaire des dépenses 2011-2012 comparativement aux autorisations de dépenses totales de 2010-2011.

Les dépenses au titre du personnel sont censées augmenter de 1,7 milliard de dollars par rapport à 2010-2011 pour atteindre plus de 38 milliards de dollars (figure 2-4).

supplémentaire des dépenses 2011-2012 aux autorisations de dépenses totales de l'exercice précédent.

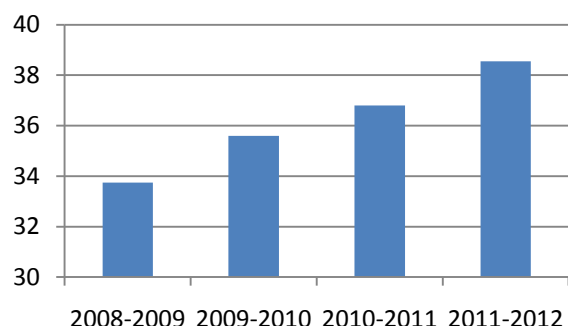
⁵ <http://www.budget.gc.ca/2010/pdf/budget-planbudgetaire-fra.pdf>, consulté en juin 2011.

⁶ <http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20112012/me-bpd/docs/me-bpd-fra.pdf>, consulté en juin 2011.

Figure 2-4

Dépenses de personnel

Milliards de dollars



Source : Budget principal et budgets supplémentaires des dépenses, 2008-2009 à 2011-2012.

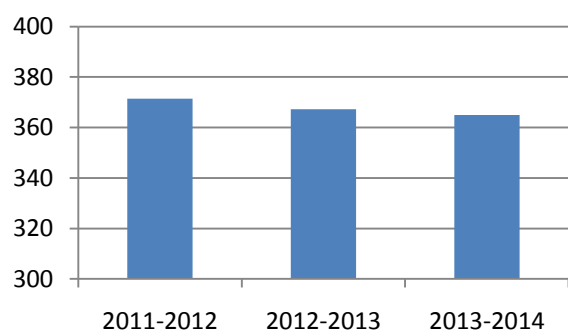
D'après les informations contenues dans le Rapport sur les plans et les priorités du gouvernement, les ministères et agences seront collectivement responsables, au cours des trois prochaines années, de réduire de 6 000 le nombre de postes qu'ils possèdent, pour atteindre 365 000 postes d'ici 2013-2014 (figure 2-5).

Une réduction de 6 000 équivalences temps plein (ETP) permettrait d'aller chercher près du tiers de l'objectif de 1,8 milliard de dollars de gel des dépenses.

Figure 2-5

Prévisions d'emploi

Milliers d'équivalents temps plein (ETP)



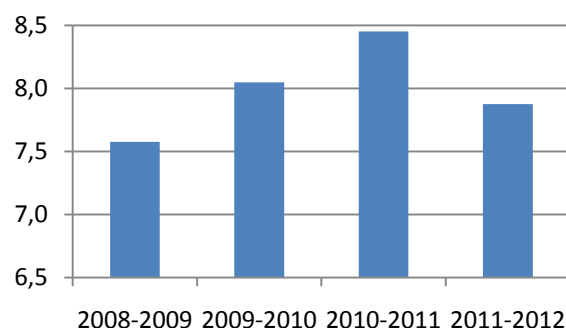
Source : Rapports sur les plans et les priorités, 2011-2012.

Les dépenses en capital, en revanche, devraient reculer d'environ 560 millions de dollars en 2011-2012 (7 %), ce qui représente une valeur plus grande que celle de la réduction moyenne dans toutes les catégories de dépenses (figure 2-6).

Figure 2-6

Dépenses en capital

Milliards de dollars



Source : Budget principal et budgets supplémentaires des dépenses, 2008-2009 à 2011-2012.

Nota : Les dépenses en capital représentent la somme de deux articles courants : Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages et Acquisition de machines et de matériel. Les données pour 2011-2012 contiennent les nouveaux crédits pour le report de dépenses d'immobilisation.

3. Conclusion

Les parlementaires pourraient éventuellement demander des précisions sur les hypothèses qui sous-tendent les articles des prévisions de dépenses du gouvernement qui présentent les plus fortes variations en pourcentage ou en valeur absolue et sur le bien-fondé de ces variations.

Étant donné la différence notable dans les orientations visant le gel des dépenses dans le budget de 2010 et les autorisations de dépenses demandées dans le budget actuel, les parlementaires pourraient vouloir obtenir plus de renseignements en ce qui concerne la stratégie et les moyens envisagés afin d'atteindre les réductions proposées et leurs impacts dans chacun des ministères.

De plus, il pourrait être intéressant d'examiner de plus près la croissance prévue du coût des services internes (c.-à-d. des frais généraux), des dépenses de personnel et des effectifs. Tous ces postes de dépenses devront être administrés avec minutie si le gouvernement veut atteindre les objectifs qu'il

s'est fixés en matière de réduction des dépenses de fonctionnement.

Enfin, les parlementaires pourraient demander qu'on leur confirme que les diminutions prévues des dépenses en capital ne risquent pas d'entraîner une détérioration des biens fédéraux.

ANNEXE A

Tableau 1. Principales variations des crédits en dollars : Budget principal des dépenses 2011-2012 par rapport aux autorisations de dépenses totales de 2010-2011¹

Organisation		Crédit	Milliers de dollars	
			Δ	<u>2011-2012</u>
Bureau de l'infrastructure du Canada	55	Contributions	-2 586 730	4 693 333
Finances	S	Paiement de transition au titre de la TVH	-1 889 000	1 880 000
Finances	S²	Intérêt sur la dette publique	1 819 000	30 251 000
Finances	S	Transfert canadien au titre de la santé	1 509 865	26 951 863
Conseil du Trésor	30	Besoin en matière de rémunération	1 300 000	1 900 000
Ressources humaines et Développement des compétences	S	Paiements de Sécurité de la vieillesse	1 114 215	29 162 215
Société canadienne d'hypothèques et de logement	15	Loi nationale sur l'habitation/Loi sur la SCHL	-831 918	2 161 923
Industrie Canada	10	Subventions et contributions	-803 616	616 187
Défense nationale	1	Dépenses de fonctionnement	-691 749	14 964 971
Défense nationale	5	Dépenses en capital	-647 612	4 663 663

1. Tous les crédits du Budget principal des dépenses de 2011-2012 associés à des autorisations de dépenses totales de plus de 100 millions de dollars en 2010-2011 ou en 2011-2012, à l'exclusion des postes non budgétaires.

2. S = crédit législatif, soit un crédit dont les dépenses sont déjà autorisées par le Parlement aux termes d'une loi distincte.

ANNEXE B

Tableau 2. Principales variations des crédits en pourcentage : Budget principal des dépenses 2011-2012 par rapport aux autorisations de dépenses totales de 2010-2011¹

Organisation	Crédit	Δ %	2011-2012 (en milliers de dollars)
Conseil du Trésor	30 Besoin en matière de rémunération	217%	1 900 000
Énergie atomique du Canada limitée	15 Paiements à EACL	-85%	102 143
Bureau de l'infrastructure du Canada	S² Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	-80%	62 652
Diversification économique de l'Ouest	5 Subventions et contributions	-65%	140 862
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	55 Subventions et contributions	-62%	191 671
Bureau de l'infrastructure du Canada	5 Fonds pour l'infrastructure verte	-59%	70 118
Transports	5 Dépenses en capital	-58%	95 157
Industrie Canada	10 Subventions et contributions	-57%	616 187
Conseil national de recherches du Canada	70 Subventions et contributions	-53%	139 650
Finances	S Paiements de transition au titre de la TVH	-50%	1 880 000

1. Tous les crédits du Budget principal des dépenses de 2011-2012 associés à des autorisations de dépenses totales de plus de 100 millions de dollars en 2010-2011 ou en 2011-2012, à l'exclusion des postes non budgétaires.

2. S = crédit législatif, soit un crédit dont les dépenses sont déjà autorisées par le Parlement aux termes d'une loi distincte.

ANNEXE C

**Tableau 3. Comparaison des articles courants :
Fonds autorisés (en milliers de dollars) (2009-2010 à 2011-2012)**

Article courant	<u>2009-2010</u>	<u>2010-2011</u>	<u>2011-2012</u>
Personnel	35 589 778	36 801 189	38 542 931
Transports et communications	3 584 874	3 514 314	3 348 646
Information	475 166	415 537	328 000
Services professionnels et spéciaux	9 721 237	10 406 553	10 110 669
Location	2 769 230	2 730 785	2 613 098
Achat de services de réparation et d'entretien	3 918 384	4 038 740	3 691 448
Services publics, fournitures et approvisionnements	4 045 190	3 902 555	3 222 593
Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	1 607 560	2 149 811	1 336 162
Acquisition de machines et de matériel	6 439 950	6 302 066	5 946 873
Paielements de transfert	128 509 946	142 487 111	132 437 834
Service de la dette publique	30 659 000	28 432 000	30 622 783
Autres subventions et paiements	13 923 069	14 933 715	10 095 991
TOTAL	241 243 384	256 114 376	242 297 028